

BRÈVES ÉCONOMIQUES Afrique de l'Ouest

(hors Nigéria-Ghana)

N°515 – 17 novembre 2023

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Régional

Easy solar lève 7 M USD pour son expansion en Afrique de l'ouest

Le 7 novembre 2023, Easy Solar, société spécialisée dans l'accès et la distribution d'électricité au dernier kilomètre en Afrique de l'Ouest, [a annoncé](#) avoir levé un montant total de 7 M USD (en dette et prise de participation) auprès des sociétés d'investissement Acumen, Cygnum Capital et Triodos Investment Management. Le partenariat avec ces dernières permettra à Easy Solar (i) d'obtenir plus aisément des financements en monnaie locale en Sierra Leone, (ii) d'améliorer le financement de ses stocks et (iii) de financer la croissance de son activité et son expansion régionale.

Près de 210 M EUR du FSD en faveur de 6 pays d'Afrique de l'ouest

Le 9 novembre 2023, en marge du sommet Arabie Saoudite-Afrique, le Fonds saoudien pour le développement (FSD) [a signé](#) 13 accords de prêts pour des projets d'infrastructures avec 11 pays africains. En Afrique de l'ouest, 6 pays sont concernés par ces accords : (i) le Bénin bénéficiera ainsi de 150 M SAR (36,9 M EUR) pour la construction d'une école supérieure destinée à la formation des enseignants ainsi que d'une école secondaire scientifique ; (ii) le Burkina Faso, 63,8 M SAR (15,7 M EUR) pour la phase II du projet de construction de l'hôpital régional de Manga ; (iii) le Cap-Vert, 63,8 M SAR (15,7 M EUR) pour la réhabilitation et l'aménagement des bassins versants des îles Santiago, Saint Antao et Boavista ; (iv) la Guinée, 281,3 M SAR (69,1 M EUR) pour la construction et

Le chiffre à retenir

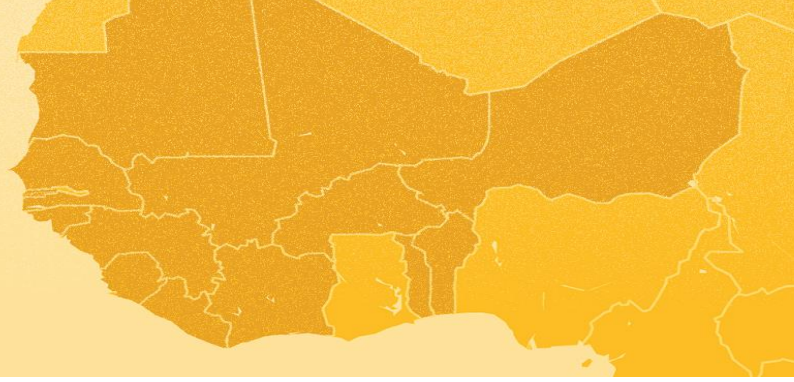
50 t

La production d'or en 2023 en Côte d'Ivoire, selon les prévisions des autorités

l'équipement d'un hôpital de référence mère-enfant ; (v) le Niger, 105 M SAR (25,8 M EUR) pour la construction et l'équipement d'écoles secondaires pour filles ; (vi) la Sierra Leone, 187,5 M SAR (46,1 M EUR) pour la construction et l'équipement de l'hôpital de référence de Riyadh.

Nouakchott a abrité la 18^{ème} assemblée générale du WAPP

Les Etats membres du Système d'Echanges d'Energie Electrique Ouest Africain (WAPP) se sont réunis à Nouakchott sous le thème "Façonner l'avenir du marché régional de l'électricité" à l'occasion de leur assemblée générale. Ce programme, qui réunit les pays de la CEDEAO (sauf le Cap-Vert) et la Mauritanie, aspire à renforcer l'autosuffisance et [l'interconnexion des réseaux électriques](#). Via la SOGEM (société de gestion de l'énergie de Manatali) notamment, la Mauritanie a réaffirmé son engagement dans la politique d'intégration énergétique régionale. Le WAPP a connu des avancées notables en 2023, qui a vu en particulier la [synchronisation](#) des réseaux électriques de 13 pays de l'Afrique de l'Ouest, qui fonctionnent désormais comme un seul réseau. La Guinée-Bissau, seul pays manquant,



devrait être connecté au réseau d'ici la fin de l'année 2023.

Bénin

25,5 M USD de l'OFID pour la formation professionnelle et technique

Le 9 novembre 2023, en marge du sommet Arabie Saoudite-Afrique, le Fonds OPEP pour le développement international (OFID) [a annoncé](#) la signature d'un accord de prêt de 25,5 M USD avec le Bénin en faveur du projet des écoles de formation professionnelle de Ouidah et Djougou. Le financement permettra notamment de moderniser les lycées techniques de Djougou et de Ouidah afin qu'elles répondent au mieux aux demandes du marché du travail, à travers (i) la rénovation des bâtiments ; (ii) l'amélioration du programme éducatif et (iii) la mise à niveau des enseignants. Le projet devrait bénéficier à 2 000 élèves par an, dont 25% de femmes.

Burkina Faso

Inflation à -1,6% en g.a. en octobre 2023

Selon l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD), [l'inflation](#) s'est établie à -1,6% en glissement annuel (g.a.) en octobre 2023, contre -2,6% le mois précédent. Ce niveau d'inflation est portée par la baisse des prix des catégories "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (-5,2% en g.a.), "Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants" (-4,2% en g.a.) et "Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer" (-0,1% en g.a.). A l'inverse, les prix des autres catégories ont enregistré une hausse, dont les plus notables sont : "Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" (+9,7% en g.a.), "Transports" (+5% en g.a.) et "Restaurants et Hôtels" (+5,3% en g.a.). Par ailleurs, il est à noter que la persistance d'un taux d'inflation négatif ces derniers mois est dû à un important effet de base. En effet, en

octobre 2022, le taux d'inflation se situait à +15% en g.a.

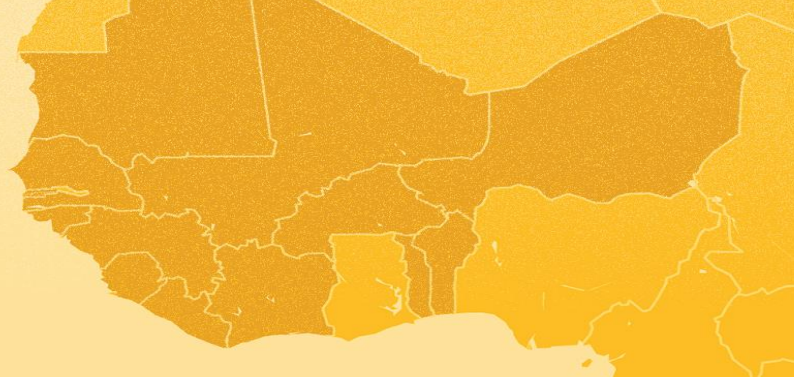
77% des recettes budgétaires annuelles mobilisées à fin septembre 2023

Le 15 novembre 2023, le [Conseil des ministres](#) a adopté un rapport relatif à la situation d'exécution du budget et de la trésorerie de l'Etat au 30 septembre. Dans le détail, les recettes budgétaires mobilisées s'élèvent à 2 096,7 Mds FCFA (3,2 Mds EUR), soit un taux recouvrement de 76,8% par rapport à la prévision annuelle, contre 79,6% à la même période en 2022. Quant aux dépenses, le montant engagé au 30 septembre s'élève à 2 568 Mds FCFA (3,9 Mds M EUR), soit un taux d'exécution de 79,3% par rapport à la prévision annuelle contre 76,5% à la même période en 2022.

Cap-Vert

Fitch maintient la notation du pays à "B-" avec une perspective positive

L'agence de notation financière *Fitch Ratings* a maintenu la [note du Cap-Vert](#) à "B-", avec une perspective positive. Ce maintien de la notation prend en compte s'agissant des risques, à la fois une dette publique et extérieure très élevée, des engagements pesant sur les finances publiques et une forte dépendance vis-à-vis du tourisme, contrebalancés par un service de la dette modéré et des échéances lointaines, ainsi que des indicateurs de gouvernance plus solides par rapport à ses pairs. La perspective positive reflète en outre une reprise économique robuste et des perspectives de croissance à moyen terme, qui, associées à un assainissement budgétaire modéré, devraient améliorer la situation macroéconomique du pays. *Fitch* prévoit notamment une croissance de 4,8 % en 2023, puis une moyenne de 4,2% en 2024-2025 ainsi qu'une dette publique passant de 119% du PIB en 2023 à 110,2% en 2025.



Projet de verdissement du terminal de croisière de Mindelo

Le président du Conseil d'administration d'ENAPOR, l'autorité portuaire du Cap-Vert, a annoncé la mise en œuvre en 2024 d'un projet [d'alimentation du terminal de croisière de Mindelo en énergie verte](#). Ce projet, estimé à 23 MEUR, permettra à tous les navires de croisière d'être alimentés en énergie propre. ENAPOR prévoit à cette fin l'installation d'un système solaire photovoltaïque connecté au réseau pour l'autoconsommation. Les sources de financement de ce projet n'ont pas été mentionnées.

Côte d'Ivoire

Hévéa : 1,5 M EUR en soutien aux industriels de la filière et inauguration de la 6^{ème} usine de la SAPH

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et des Productions vivrières, a [révélé](#) le 8 novembre 2023 la mise à disposition d'un fonds de 1 Md FCFA (1,5 M EUR) à travers le Conseil Hévéa-Palmier à Huile (CHPH) qui permettra de soutenir la filière hévéa, en particulier les transformateurs afin que ceux-ci puissent s'approvisionner normalement sans empiéter sur le prix du kilogramme du caoutchouc au détriment des producteurs. Par ailleurs, le 26 octobre dernier, la Société Africaine de Plantation d'Hévéas (SAPH) [a inauguré](#) sa 6^{ème} usine de transformation de caoutchouc naturel, dénommé "Loeth", à Soubré (centre-ouest du pays). Cette nouvelle installation, d'un coût de 20 Mds FCFA (20,5 M EUR) et dotée d'une capacité de traitement annuelle de 60 000 tonnes (extensible à 120 000 tonnes), porte la capacité totale de transformation de la société à 275 000 tonnes par an. Ces évolutions vont de pair avec la stratégie du gouvernement d'accroître la transformation locale des matières premières agricoles en passant d'un taux de transformation de moins de 80% en 2015 à 100% dès 2024. Pour rappel, la Côte

d'Ivoire est le 3^{ème} producteur mondial de caoutchouc, avec 1,3 M tonnes en 2022.

Inauguration d'une mine d'or à Daloa

Le 11 novembre, le ministre ivoirien des Mines, du Pétrole et de l'Energie a [inauguré](#) la mine d'or industrielle de la Lobo, à Daloa, dans le centre-ouest du pays. Cette mine, dont la mise en exploitation a nécessité un investissement de 168 Mds FCFA (256 M EUR), aura une production annuelle de 3 tonnes sur une durée de 9 années. L'exploitation de la mine devrait générer des recettes d'environ 156 Mds FCFA (238 M EUR) pour l'Etat et les populations. Il s'agit de la troisième mine inaugurée en 2023. A ce jour, le pays compte 14 mines d'or industrielles, 227 semi-industrielles et 149 artisanales en activité. Selon le ministre, les prévisions de production d'or sont de plus de 50 tonnes pour l'année en cours et 55 tonnes pour l'an prochain.

Guinée-Bissau

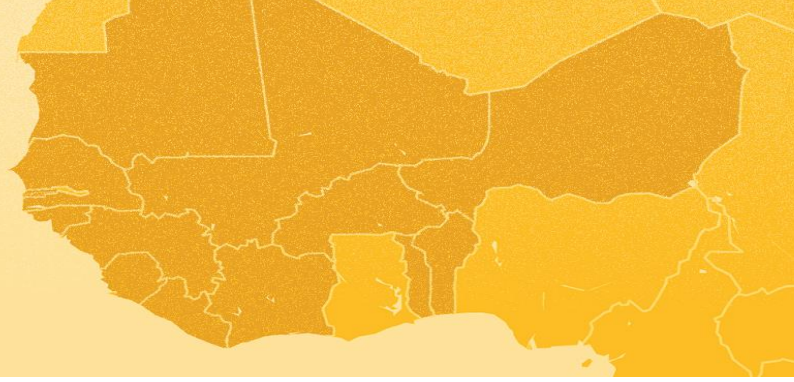
Diamond Offshore prévoit d'effectuer des travaux de forage en mer en 2024

L'entreprise américaine Diamond offshore, spécialisée dans le forage en mer, [a annoncé](#) le 13 novembre 2023 qu'elle réalisera des travaux de forage au large de la Guinée-Bissau à compter de juillet 2024. L'initiative s'inscrit dans le cadre d'un contrat avec un opérateur indépendant pour un puits d'une durée minimale de 30 jours, correspondant à un montant de 15,4 M USD, hormis les coûts associés à la mobilisation de la plateforme de forage.

Sénégal

Près de 90 M EUR de la BADEA et de la BlSD pour la phase 2 du TER

Les 10 et 11 novembre, le Sénégal [a signé deux](#) conventions de financement avec la Banque



arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) et la Banque islamique de développement (BIsD), respectivement de 50 M USD et de 40,3 M EUR, en appui à la 2^{ème} phase du Train Express régional (TER). Ces conventions de financements ont été signées à l'occasion d'un déplacement à Riyad. Elles permettront de financer des lots de génie-civil et de systèmes de la phase 2 du TER de Dakar, visant à relier Diamniadio à l'aéroport international Blaise Diagne, incluant plusieurs ouvrages dont 5 ponts rails et 4 ponts routiers.

La SENELEC signe un contrat avec Infinity Power pour un projet de stockage d'énergie

Le 13 novembre, l'entreprise *Infinity Power*, codétenue par la société égyptienne *Infinity* et l'émirat Masdar, [a annoncé](#) avoir signé un accord avec la Société nationale d'électricité (Senelec) d'une durée de 20 ans pour la fourniture de 40 MWh d'électricité grâce à un système de stockage d'énergie par batterie (BESS). Le BESS devrait fonctionner en tandem avec le parc éolien de Taiba Ndiaye d'*Infinity Power* (70 km au nord de Dakar), qui fournit déjà 158,7 MW d'énergie éolienne propre et renouvelable à plus de 2 M de personnes. Le projet, dont la construction devrait démarrer en 2024 à Thiès pour une mise en service prévue en 2025, devrait ainsi permettre à la Senelec de stabiliser le réseau électrique tout en renforçant la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique du pays.

Sierra Leone

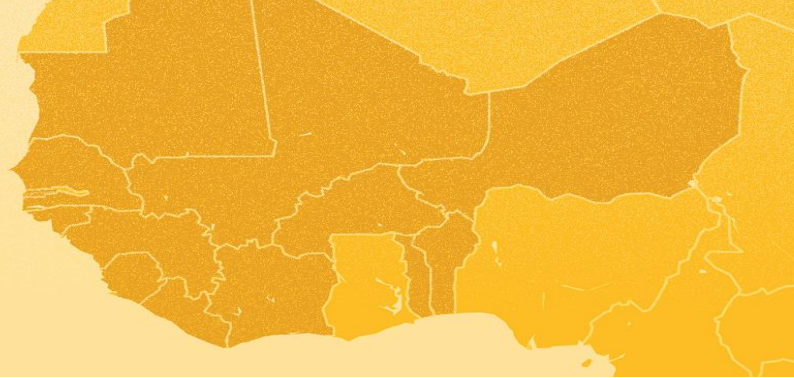
Accord avec les services du FMI sur la 8^{ème} revue FEC

Les services du FMI et les autorités sierra léonaises sont parvenues à [un accord](#) dans le cadre de la 8^{ème} et dernière revue de programme au titre de la facilité élargie de crédit (FEC), approuvée en 2018. Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration du

Fonds, cet accord devrait permettre le décaissement de 15,5 M DTS (20,4 M USD), portant ainsi le soutien financier total du FMI au titre de l'accord à 124,4 M DTS (163,5 M USD). En raison des chocs mondiaux, la Sierra Leone fait face à une inflation élevée, une dette publique en hausse et une faiblesse des réserves de change. En outre, les autorités se sont engagées à réduire le déficit budgétaire à 5,8% du PIB en 2023, puis à 2,8% en 2024 ; ce qui nécessitera une réduction des dépenses ainsi et des progrès rapides dans la mise en œuvre des récentes mesures de politique fiscale. Enfin, si la Banque centrale (BSL) a depuis pris des mesures correctives, les services du FMI a jugé la politique monétaire trop accommodantes durant le 1^{er} semestre 2023, ne permettant pas ainsi de freiner l'inflation qui atteint 54% en glissement annuel en septembre, en partie sous l'effet de la récente augmentation des prix du carburant.

Rétablissement du droit de douane de 5% sur les importations de riz

Le ministre des Finances a [annoncé](#), à l'occasion des débats parlementaires sur la loi de finances, que la taxe douanière de 5% qui sera rétablie sur le riz importé dans la loi de finances 2024 (LF 2024) permettra de stimuler la production locale *via* la création d'un fonds et d'un compte l'alimentant, le *Agriculture Fund Account*, dans le cadre du programme *Feed Salone*. Cette taxe avait été suspendue en 2009 en raison de la crise économique mondiale, ce qui représentait une perte de 18 M USD de recettes fiscales par an. Le ministre a également précisé que la LF 2024 comprend en outre des exonérations sur l'importation d'équipements et de machines pour la riziculture.



Togo

Lomé a accueilli la 3^{ème} édition de l'AFIS

Un an après avoir accueilli l'édition 2022, Lomé [a accueilli](#) de nouveau le Sommet de l'industrie financière africaine (AFIS). L'évènement s'est ouvert le 15 novembre 2023 et s'est étalé sur 2 jours. L'AFIS est coorganisé par le groupe de presse Jeune Afrique et la Société financière internationale (SFI). Cette 3^{ème} édition a réuni près d'un millier d'acteurs de la finance africaine. Elle était axée sur le thème "Construire une industrie financière africaine de classe mondiale, une opportunité à 1 500 Mds USD", une thématique qui s'articule autour de 4 défis majeurs : (i) l'attraction des investissements institutionnels africains vers les marchés de capitaux locaux, (ii) la garantie de la libre circulation des capitaux, (iii) l'harmonisation réglementaire et (iv) la promotion des talents indispensables à la transformation numérique et à l'innovation, notamment dans les domaines de la finance climatique et de la tokenisation.

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar, Lomé et Niamey, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtresor.gouv.fr & suivez notre page [LinkedIn](#)